

Andreas Hedwig (Hg.), Finanzpolitik und Schuldenkrisen 16.–20. Jahrhundert, Marburg (Staatsarchiv Marburg) 2014, XII–361 S., zahlr. Ill. (Schriften des Hessischen Staatsarchivs Marburg, 28), ISBN 978-3-88964-214-1, EUR 39,00.

rezensiert von/compte rendu rédigé par
Jürgen Finger, Paris/München

Après la crise financière depuis 2008 et la crise de la dette souveraine en Europe depuis 2010, le dixième anniversaire de la monnaie commune en 2012 a incité les Archives de l'État de la Hesse à Marburg d'organiser une exposition et un colloque sur »La politique financière et les crises de la dette souveraine dans le Land de Hesse«. Le présent volume, édité par le directeur des archives, Andreas Hedwig, contient les actes du colloque et le catalogue. Aussi divers que les motifs de cette initiative sont les sujets abordés par les contributeurs.

La première partie du volume planche sur le mode de financement des territoires et communes dans le Saint Empire romain germanique entre le XVII^e et XIX^e siècle. Jochen Ebert reconstitue pour la Hesse-Cassel et la Hesse-Électorale l'importance non amoindrie des surplus générés par les domaines et les opérations de crédit. Ainsi il relativise le récit d'une histoire des finances publiques imprégnée par les théories de la modernisation prônant la transition pur et simple de l'État domanial (Domänenstaat) à l'État fiscal (Steuerstaat). L'agrandissement des domaines permit même de multiplier les revenus parallèlement à l'expansion des budgets en général. Les chiffres tendent même à sous-estimer la part des domaines dans les finances publiques, comme les comptes furent réglés au niveau local ; seulement le surplus où la moins-value fut inséré dans la comptabilité centrale. Tandis que la Hesse se révéla financièrement stable, les finances de l'Électorat de Bavière posèrent problème. Thomas Heiler analyse les structures des finances bavaroises au XVII^e et XVIII^e siècle et leur crise. De nouveau, l'importance des recettes des domaines et des monopoles (du sel et de la bière blanche) est surprenante.

Andrea Pühringer tente de reconstruire les stratégies des municipalités dans la crise durable des États héréditaires des Habsbourg. Elle analyse la structure financière d'une sélection de 16 villes autrichiennes. Elle peut, encore une fois, montrer que le surplus des activités commerciales des municipalités était d'une importance vitale pour financer l'administration et l'infrastructure communale. Mais c'est difficile d'y reconnaître les »stratégies« allégués par l'auteure. Katharina Schaal examine le financement de l'université de Marbourg. A nouveau, les dépenses, majoritairement les traitements des professeurs, étaient assurés par les recettes des domaines et des droits accordés lors de la fondation ainsi que par des subsides et des droits d'examen. Ce système, qui fonctionnait passablement même pendant la Guerre des Trente Ans, atteignit ses limites dans la Guerre des Sept

Ans. La transition au financement universitaire par l'État ne s'opéra cependant que pendant le deuxième tiers du XIX^e siècle.

Deux articles relevant ni du premier ni du deuxième axe thématique abordent la monnaie en tant que telle. Konrad Schneider nous présente une courte histoire des monnaies à l'exemple de la région de Francfort-sur-le-Main, exposant leur diversité et les problèmes que celle-là posait tant pour les autorités que pour les particuliers. Il nous éclaire sur l'utilisation de l'argent au quotidien, sur la gestion des »mauvaises« monnaies à Francfort et sur l'attitude envers la monnaie-papier. Plus original est l'article de Niklot Klüßendorf sur les stratégies des institutions et des particuliers pour éluder, pendant l'hyperinflation en 1922/1923, l'utilisation de le »mark-papier«. Klüßendorf est l'un des rares spécialistes de la numismatique et de l'histoire monétaire en Allemagne. Différentes institutions émirent des obligations sur des valeurs réelles, portant par exemple une quantité de seigle comme valeur nominale. Ces obligations généraient des intérêts et étaient négociables. À court terme, on émit aussi des moyens d'urgences sur la base de valeurs réelles. Mais ces instruments à base de produits naturels, dont plusieurs sont reproduit dans ce volume, contenaient des risques à eux propres: le prix des produits était volatile; la fongibilité des papiers n'était pas assurée; la livraison n'était pas toujours garantie; tout dépendait de la confiance des investisseurs et de la distance de l'émetteur au cas où l'investisseur exigea la livraison.

Le troisième volet sur la politique fiscale et les crises financières de l'ère contemporaine est introduit par une réévaluation des légitimations politiques du crédit public. Georg Eckert accentue l'importance de l'espace public pour le débat sur les affaires financières de l'État, pour que le crédit public devînt un signal du progrès et de la modernité d'un pays. Mais cet espace public resta toutefois réservé à un public averti et masculin. En plus, la participation des citoyens et la publicité des finances publiques étaient contestées. Eckert cite d'un côté Karl August von Hardenberg, Carl Mathy, Lorenz von Stein, Adolph Wagner (y favorables à divers degrés) et, de l'autre, Heinrich F. K. vom und zum Stein, qui préféra ignorer le marché monétaire et s'appuyer sur la bureaucratie. Néanmoins, les adeptes d'une »nouvelle économie politique, une économie de la publicité« (p. 159) s'imposèrent en constituant l'espace public comme instance abstraite, appelée à juger sur le bienfondé de la politique financière – tout comme nous renvoyons aujourd'hui ce jugement au »marché«. Korinna Schönhärl examine la réponse dudit marché à la faillite de la Grèce et aux efforts de redressement proposés par l'International Financial Commission (IFC), instaurée en 1898 pour assurer le service de la dette grecque. L'examen (plutôt efficace) de la couverture dans la presse internationale, complété par des archives bancaires, permet à Schönhärl de reconstruire la marge de manœuvre limitée de l'IFC, le biais de la presse internationale et l'importance du cours de la drachme comme indicateur pour les observateurs. Cependant, les diplomates des pays intéressés et les banques agirent d'après leurs propres logiques et – contrairement au public des investisseurs – ne firent guère attention à l'IFC.

Appuyé sur l'état de la recherche et des sources publiés, Ralf Banken nous propose un article pertinent sur le financement de la Seconde Guerre mondiale et sur la réticence des dirigeants nazis contre toute augmentation des impôts. Hitler et ses proches défendirent un volontarisme politique époustouflant, tandis que les spécialistes de la Reichsbank et des ministères de l'Économie et des Finances se contentèrent trop longtemps du succès passé de leur approche dirigiste. Banken, l'un des chercheurs chargés d'examiner l'histoire du Reichsfinanzministerium, démontre qu'en 1942/43 cette politique atteignit définitivement ses limites à un moment, où c'était trop tard pour des contremesures stabilisatrices. Finalement, Johannes Bähr, fait le lien avec notre histoire récente en différenciant les crises de spéculation de type ancien, l'hyperinflation, la Grande Dépression de l'Entre-deux-guerres et la crise actuelle. La question reste encore en suspens, si l'optimisme de Bähr est justifié, que les États soient capable, encoure une fois, de tirer des enseignements de la crise :

Enfin, le volume contient le catalogue de l'exposition »Finanzpolitik und Schuldenkrise in Hessen (16.-20. Jh)« sur plus de 100 pages. Dans une courte introduction Karl Murk, responsable de l'exposition, situe les pièces dans le contexte de l'histoire financière hessoise et allemande. Les facsimilés de très bonne qualité permettent même de déchiffrer les textes manuscrits. La plupart des pièces d'exposition a été commentées, mais il aurait été souhaitable de donner encore plus d'informations sur le contenu et la structure des documents administratifs, pour mieux comprendre comment on organisa le savoir financier à l'époque. Le catalogue aborde le financement de l'État par les recettes des domaines, les impôts et les grèves de l'impôt, le crédit public, finalement le souci de la stabilité monétaire, le faux-monnayage et les hyperinflations allemandes. C'est méritoire, de ne présenter pas que des documents extraordinaires comme le »Ökonomischer Staat« (fig. 1a-b), recensant littéralement »l'état économique« du landgraviat de Hesse-Cassel sous Wilhelm IV. Ou bien la lettre d'un noble hessois au landgrave Wilhelm III (1493), qui se soucia de ses créances sur la personne de son souverain même (fig. 25) et provoqua celui-ci à répondre brièvement qu'il devrait patienter et se taire entre-temps. Le catalogue présente également des documents du quotidien des administrations financières.

Évidemment, le volume proposé par Andreas Hedwig est une œuvre de circonstance toutefois bien composée et intéressante. Mises à part les raisons d'actualité, les articles proposent des recherches originales ou au moins des synthèses utiles. Le catalogue est une œuvre de référence pour la présentation de documents financiers qui souvent, mais seulement au premier abord, semblent trop techniques pour être présentés à un public non-spécialiste.